



PARTI RADICAL  
Liberté, Égalité, **Fraternité**

## Ecologie Radicale

Votre action a le mérite de convoquer sur le terrain politique l'une des deux grandes thématiques environnementales désormais incontournables en Bretagne comme ailleurs : la gestion de l'énergie et la gestion du foncier. *Presque toutes les typologies de dysfonctionnement social et d'atteinte au milieu de vie en découlent.*

Il s'agit ici de la question du foncier, et plus précisément des conséquences de la pression urbaine et du modèle agro économique breton sur le foncier.

L'intérêt principal de votre lettre réside dans le fait que vous semblez vouloir (re)politiser le thème du foncier.

A ce titre, Ecologie Radicale est particulièrement conscient de, et regrette, cette nouvelle éthique apparue il y a 20 ans chez les élus, qui est d'externaliser les problèmes d'urbanisation et d'environnement aux techniciens, et donc de dépolitiser les fondamentaux mêmes de la politique en offrant à la *têkhnê* l'essence de la *polis*. Il est primordial que les politiques reprennent en main les domaines de l'urbanisme, de la place de la ville dans le territoire, et des *process* agricoles.

Sur ce point, nous vous suivons entièrement.

Quatre aspects de fond nous interpellent cependant :

- le premier est l'utilitarisme qui semble présider à votre réflexion : chez vous, la préservation des campagnes et donc de leurs écosystèmes n'ont de rôle que par la possibilité d'y installer de jeunes entrepreneurs ruraux, et donc d'approvisionner les villes d'une nourriture locale et saine. C'est évacuer un peu trop rapidement la notion même de valeur intrinsèque de ces écosystèmes et c'est tomber dans un anthropocentrisme singulier venant de votre part.

- le second est la remise en cause implicite de la répartition des terres, et la remise en cause des méthodes d'attribution des terres, ce qui revient à déprivatiser les terres, et renvoie donc à l'ébranlement de la notion de propriété privée issue du Droit Romain remanié par le Code Civil. Vous connaissez les dérives possibles de ce système (le collectivisme forcé), qu'il est cependant intéressant d'étudier de près. Vous devez donc saisir les relents (effluves ?) presque révolutionnaires de votre demande.

- il apparaît également presque explicite le souhait du retour à la nature dans votre texte qui interroge l'archétype romantique du paysan-laboureur et du paysan-guerrier romain puis allemand. Il y a donc à la fois un renvoi à la valeur travail (*la terre et le travail de la terre sont un droit et un devoir, garantissant une armée et définissant la citoyenneté de type athénienne/romaine*), à l'image grecque du semeur laboureur

approvisionnement les cités voisines, et aux premières tensions agraires entre aristocrates/paysans amenant l'avènement du *mesos* et de la démocratie sous Solon. Votre texte est donc très ambivalent, renvoyant à des archétypes romantiques comme démocratiques ou encore issus des fondements totalitaires, le tout dans un fond apocalyptique où semble être remis en cause l'idée même du progrès (d'un certain type de progrès serait il plus juste de dire).

- enfin, vous vous arrêtez à une notion quantitative alors que dans le contexte de dépréciation des sols actuel, il serait pertinent d'ajouter à votre réflexion et votre demande une notion de qualité. Pourquoi ?

Parce que ce n'est pas seulement une perte de superficie de sols cultivables et d'écosystèmes ruraux, à laquelle la Bretagne est confrontée. Mais bien une perte de qualité des sols, une dépréciation des capacités d'épuration, de stockage et de production du sol, et donc une diminution de la productivité. Cette diminution de productivité répond d'ailleurs sur terre à la chute en mer de la productivité primaire des écosystèmes *a minima* littoraux. *Il convient donc, à notre avis, de nous situer dans une logique de reconquête de la qualité des sols.* L'auto suffisance et les exportations sont donc bien menacées, aussi étrange que cela puisse paraître, par la brutalité de certaines techniques culturales et des modèles urbanistiques en vigueur depuis 1990. Il est important d'ajouter à la notion de quantité, celle de qualité mais aussi celle de profondeur des sols et écosystèmes : l'équilibre général et la biodiversité dépendent de la profondeur stratégique de certains écosystèmes.

Des solutions techniques comme :

- le zoning des terres en fonction d'indices de qualités pédologiques corrélés à des indices biologiques de pollution des eaux, et leur valorisation durable
- un polycentrisme urbanistique et non une ville tentaculaire et de basse intensité
- des ceintures urbaines de filières agricoles courtes puisant dans des réserves biologiques foncières
- le gel des spéculations foncières aux abords des écosystèmes critiques, la préservation puis le développement des écotones
- la promotion de la diversité des pratiques agro alimentaires
- la valorisation des friches intra-urbaines et des centres villes et une politique du logement et des activités commerciales en centre ville

peuvent remédier à l'artificialisation des terres et la réduction du stock foncier aux dépends de leur valeur intrinsèque et de leur valeur pour la production alimentaire, la production de biomasse, la production énergétique et la fourniture des filières des matériaux de l'éco-construction.

L'imaginaire des élus et des citoyens est également à travailler :

- leur préférence pour la rente foncière aux dépends de l'esprit de création et d'entreprise
- leur immobilisme face à l'immobilisation de stocks financiers aux dépends de la politique d'investissement et de la politique sociale
- l'accaparement et l'arraisonnement du foncier à la place de leur valorisation énergétique collective ou entrepreneuriale (biomasse, photovoltaïque, éolien)

- leur vision de la campagne non construite comme désert, zone de non progrès, zone de non travail, zone d'arriération culturelle, qu'il faut coloniser par le béton et le bitume
- leur vision d'un progrès unidimensionnel : vu seulement à travers l'étalement spatial ( couper les arbres, bétonner les côtes, combler les marais, bitumer les campagnes) et pas multidimensionnel (intensité, équité, isonomie, intégration du bien être et de la culture dans les richesses à produire)

Dans votre analyse, il semble qu'il ressorte un fait : des chômeurs urbains ou non ne demandent qu'à travailler la terre, sortir de la précarité et c'est la spéculation foncière et le cadenas financiero-agricultural actuel qui les en empêchent. C'est toute une nouvelle *plebs* qui est désireuse d'acquérir terres, travail, dignité et d'oublier la passivité, la désocialisation, l'irresponsabilité et l'indignité du chômage de masse qui est offert à la tranche d'âge des – de 25 ans. Autant dans l'analyse que dans la solution (qui n'est qu'une des multiples solutions à penser et offrir) nous ne sommes pas éloignés de vos considérations.

Le tout est de définir les *modus operandi*. Nous sommes à votre disposition pour le faire.

Pour Ecologie Radicale 29,  
Dominique Lambert